



Benoit Daviron

Biomasse **Une histoire de richesse et de puissance**

Éditions Quæ

Chapitre 12 - Et le capital ? Décisif pour le transport, négligeable pour la production agricole

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Éditions Quæ
Année d'édition : 2020
Date de mise en ligne : 31 mars 2021
Collection : Synthèses
ISBN électronique : 9782759233861



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

DAVIRON, Benoit. *Chapitre 12 - Et le capital ? Décisif pour le transport, négligeable pour la production agricole* In : *Biomasse : Une histoire de richesse et de puissance* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2020 (généré le 02 avril 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/31465>>. ISBN : 9782759233861.

Chapitre 12

Et le capital? Décisif pour le transport, négligeable pour la production agricole

« La fin du XIX^e siècle a vu des mouvements internationaux de capitaux à une échelle qu'on n'a jamais vue ni avant, ni depuis cette époque », écrivent O'Rourke et Williamson en 1999¹¹⁹ (O'Rourke et Williamson, 1999 : 207). La place du Royaume-Uni y est centrale. C'est déjà dans le quartier de la City, à Londres, que se réalisent la majorité des transactions financières. L'étalon-or, qui fixe les taux de change, sécurise les investissements internationaux. L'Angleterre est surtout à l'origine des principaux flux d'investissements extérieurs. Ils représentent l'équivalent de 35 % de l'épargne nationale à la fin des années 1860 et au début des années 1870, 47 % à la fin des années 1880 et 53 % dans les années précédant la Première Guerre mondiale (O'Rourke et Williamson, 1999 : 208), l'équivalent alors de 10 % du PNB du pays.

L'essentiel de ces investissements se fait sous la forme de prêts à des gouvernements ou d'achat d'actions et, surtout d'obligations¹²⁰, proposées à la vente sur le marché de la City de Londres. En 1913, les obligations et les actions représentent 79 % des capitaux anglais investis en Amérique latine, et 85 % en Australie ou aux États-Unis.

Mais, pas plus au XIX^e siècle qu'aujourd'hui, la vie de la finance n'est un long fleuve tranquille. Crises, paniques, banqueroutes et autres phénomènes moutonniers rythment cette période, sans affecter la tendance haussière en volume, avec une très forte accélération juste avant la Première Guerre mondiale¹²¹. D'une moyenne annuelle de 21 millions de livres sterling durant la période 1900-1904, le flux d'investissements extérieurs passe à 110 millions par an entre 1905 et 1909 et à 185 entre 1910 et 1913 (Feis, 1930 : 11).

La part du revenu national que rapportent ces investissements extérieurs passe ainsi de 4 % en 1880 à 7 % en 1903 et 10 % en 1913. L'économie anglaise, dans cette phase et conformément aux analyses de Giovanni Arrighi (1994) sur la financiarisation des hégémons déclinant, accède alors à une position très particulière au

119. Ils écrivent pourtant à une période d'intense globalisation et de financiarisation. Utiliser ces termes pour parler du XIX^e siècle n'est pas, on le voit, une exagération. Le fait de savoir si les fluctuations des vingt dernières années ont permis de battre le record n'est pas la question que je me pose ici.

120. Prêt à une entité publique ou privée sans participation à son capital.

121. Les montants investis fluctuent fortement : ils se contractent fortement durant la deuxième moitié des années 1870, avant d'augmenter à nouveau durant les années 1880, puis de décliner de 1890 à 1905 (pour des causes multiples et diverses : panique de 1893 après la banqueroute de la moitié des compagnies ferroviaires des États-Unis, défaut de paiement du gouvernement argentin, résultats décevants des mines sud-africaines, guerre des Boers...).

sein de l'économie mondiale, de plus en plus éloignée de son rôle d'atelier du monde acquise plus tôt dans le siècle. Les exportations de marchandises fabriquées au Royaume-Uni (487 millions de livres sterling en 1912) représentent à peine la moitié des recettes en devises (1004 millions de livres sterling). Une grande partie de ces recettes viennent encore des réexportations, mais surtout des « exportations invisibles » qui cumulent les revenus des investissements extérieurs (185 millions de livres sterling), les revenus de la flotte (100 millions), et les revenus des divers services financiers (assurance, crédit, courtage) et commerciaux (55 millions) qu'elle fournit aux autres pays (Crammond, 1914 : 799).

La géographie des investissements extérieurs anglais suit la même évolution que celle de ses importations de biomasse. Jusqu'aux années 1870, les investissements sont concentrés sur l'Europe continentale. Ils sont largement orientés vers le financement des gouvernements, initialement d'Espagne, du Portugal et de Grèce (investissements « précoces et décevants » selon la formule d'Herbert Feis, 1930), puis d'Allemagne, d'Autriche, des pays scandinaves, de Russie ou encore de Turquie. Mais c'est aussi la période des premiers investissements dans la construction de chemin de fer, en France par exemple, où la première ligne, Paris-Rouen, se construit en 1843 en partie sur des capitaux anglais.

Dans les décennies qui suivent, le développement de la finance et de l'industrie françaises et allemandes « expulse » les capitaux anglais du marché européen. Les investissements du Royaume-Uni se dirigent alors vers l'Inde, et quelques régions africaines, mais surtout vers les pays néo-européens, puis, après 1905, vers le Japon, la Russie et la Chine.

Pour appréhender la répartition géographique des capitaux investis, je me baserai sur deux sources : Herbert Feis (1930), et Lance Davis et Robert Huttenback (1985). Les données de Feis (tableau 12.1) donnent un état des actifs détenus à l'étranger par des citoyens anglais en 1913, celles de Davis et Huttenback des investissements cumulés sur l'ensemble de la période 1865-1914 (tableau 12.2). Les différences entre les deux s'expliquent essentiellement par les réinvestissements sur place ou la liquidation d'actifs.

Selon Feis, les pays néo-européens, dominions ou pas, attirent 63 % des investissements anglais. Les États-Unis se taillent la part du lion (20 %), suivis par le Canada (14 %), l'ensemble Australie-Nouvelle-Zélande (11 %), l'Afrique du Sud (10 %) et l'Argentine (8 %)¹²². À côté des dominions déjà listés (35 %), les autres investissements dirigés vers l'Empire concernent pour la quasi-totalité l'Inde (10 %), l'ensemble des autres colonies se partageant 1 %. Au total, l'Empire reçoit 46 % des investissements. Ce chiffre est bien plus élevé que les 39 % de Davis et Huttenback, l'écart s'expliquant par le caractère plus tardif des investissements réalisés dans l'Empire, favorisés à partir de 1900 par le Colonial Stocks Act.

Toujours selon Feis, les chemins de fer concentrent l'essentiel des capitaux anglais (41 %). Les administrations (nationales et municipales) reçoivent 30 % des investis-

122. L'Argentine est un pays où les capitaux anglais jouent un rôle encore plus important que dans les dominions : en 1913, 48 % des capitaux présents en Argentine sont détenus par des étrangers. L'investissement extérieur représente 70 % de la formation de capital brut de l'Argentine entre 1870 et 1910 (Taylor, 1992).

sements, sous forme de prêts, servant aussi à financer des infrastructures de transport (route, port, chemin de fer) et des équipements urbains, et qui voient leur part diminuer au cours du temps. Enfin, en troisième position, arrivent les mines (7 %).

Le financement de l'agriculture et, plus largement, de la production de biomasse n'occupe qu'une place marginale dans les investissements extérieurs anglais. En 1913, ils ne sont notables que dans les plantations de caoutchouc (Malaisie), de thé (Inde et Ceylan) et de café (Kenya) (1,7 % au total). Les investissements dans les grands élevages des États-Unis (Texas, Arkansas, Dakota) ont été liquidés avant même la Première Guerre mondiale. On notera que les investissements dans la production de matières premières (mines et agriculture) occupent une place plus importante dans les colonies (autres que l'Inde et les dominions) et qu'en revanche, les gouvernements et les infrastructures de transport y sont très peu financés, suivant une logique d'enclaves de production contrôlées directement par les investisseurs.

Tout compte fait, les capitaux anglais investis dans la production agricole à l'étranger, dont la plantation représente l'archétype, même si elle a marqué les imaginations et la littérature (et les instituts de recherche en agronomie tropicale), constituent bien plus une exception qu'une règle. Le formidable développement de la capacité de production qui a répondu à la demande européenne s'est autofinancé. Ce phénomène est à rapprocher de la victoire des exploitations familiales marchandes sur les grandes unités de production agricole, qui s'accompagne d'une évolution vers des techniques nettement moins intensives en capital. L'histoire de la production des produits tropicaux en est la démonstration éloquente (Huff, 2007).

Le contraste entre la cacaoculture de São Tomé et celle du Ghana, qui éliminera la première, est saisissant. La cacaoculture de São Tomé est clairement conçue comme une industrie lourde à l'image des mines ou de la sidérurgie européennes – vastes bâtiments, voies ferrées, systèmes d'irrigation, imposantes installations de fermentation et de séchage, immeubles d'habitation pour la main-d'œuvre donnant à la campagne des allures de corons¹²³... C'est ici que la logique a été poussée le plus loin. À l'opposé, le cacaoculteur ghanéen, au moment de sa conquête du marché, n'utilisait comme équipement qu'une machette, une caisse en bois et des feuilles de bananier pour la fermentation, enfin une natte pour le séchage¹²⁴.

Le passage de la grande plantation à l'exploitation paysanne s'est donc traduit par une décapitalisation spectaculaire des cultures tropicales. Pour la caféiculture, la cacaoculture ou l'hévéaculture, la production paysanne de produits tropicaux est, en dehors de l'arbre, une production sans capital. C'est aussi une production dont la mise en route peut se passer de tout système de crédit malgré le caractère arbustif, et donc les délais d'entrée en production, d'une partie des plantes cultivées. En effet, l'association avec des cultures vivrières, intercalées entre les jeunes plants, est une constante des modes de conduites paysans. Comme le souligne Hla Myint, les productions destinées au commerce à longue distance ont pu être développées facilement et rapidement par les paysans car elle ne nécessitait par un changement radical des méthodes de l'agriculture de subsistance (Myint, 1966 : 36).

123. Ensemble d'habitations identiques construites pour les mineurs dans le Nord de la France et le Sud de la Belgique.

124. Les plantations d'hévéa européennes, en Malaisie, en Indonésie ou au Vietnam, et le *jungle rubber* des paysans, qui les supplanteront à partir de 1930, présentent le même type de contraste.

Tableau 12.1. Principaux pays et secteurs destinataires des investissements extérieurs du Royaume-Uni en 1913 (en % du total).

Pays destinataires (en %)		Secteurs (en % du total)	
Total Empire dont :	47,3	Total prêts aux gouvernements dont :	25,8
Canada	13,7	Empire	17,9
Australie et Nouvelle-Zélande	11,1	Autres	7,9
Afrique du Sud	9,8	Total chemin de fer, dont :	40,7
Inde	10,1	Empire	11,8
Autres colonies	1	États-Unis	16,4
Total hors Empire dont :	52,7	Mines	7,2
États-Unis	20,1	Entreprises industrielles et commerciales	4,1
Argentine	8,5	Plantations de caoutchouc	1,1
Brésil	3,9	Plantations de thé et de café	0,6
Autres pays Amérique latine	7,7	Autres	16,6
Russie	2,9		
Autres pays Europe	2,9		
Égypte	1,2		
Chine	1,2		
Japon	1,7		
Reste du Monde	4,2		

Source : d'après Feis, 1930 : 23 et 27.

Tableau 12.2. Destinations géographique et sectorielle des investissements extérieurs du Royaume-Uni, 1865-1914.

		Total	«Étranger»	Dominions	Inde	Autres colonies
Total	Millions de livres sterling	3 163	1 938	872	239	114
	%	100	100	100	100	100
Gouvernement	Millions de livres sterling	1 318	656	502	130	30
	%	42	34	58	54	26
Transport	Millions de livres sterling	1 199	904	203	77	15
	%	38	47	23	32	13
Agriculture et mines	Millions de livres sterling	227	123	60	13	31
	%	6	6	7	5	27

Source : d'après Davis et Huttenback, 1985.

Or, « à l'exception de la terre, la production paysanne nécessitait très peu de biens d'équipement durables. Le capital circulant, ou "fonds de subsistances", composés des denrées alimentaires et des biens de consommation nécessaires pour maintenir les paysans jusqu'à la moisson, représentait l'essentiel des besoins en capitaux [...] au début de son expansion, la production paysanne pour l'exportation s'est faite par l'autofinancement » (*ibid.* : 34).

Le passage de la plantation à l'exploitation paysanne s'est aussi accompagné d'un processus de désintégration verticale. Certaines opérations de transformations du produit avant l'exportation (égrenage du coton, décorticage de la cerise de café...) sont désormais réalisées hors de l'exploitation. Ce processus donne naissance à des marchés locaux de produits « intermédiaires » : coton-graine, café parche, « fonds de tasse », vendus par les producteurs paysans. Des entreprises de grande taille voient le jour pour le caoutchouc. Elles achètent les produits, les transforment, les acheminent jusqu'au port d'exportation et les conditionnent sous une forme adaptée au commerce international. Ces entreprises ont, elles, accès à des capitaux extérieurs.

Si l'on ajoute, à ces faibles besoins en capitaux, l'abondance de terre et l'existence fréquente d'un « sous-emploi » chronique, donc un mode de vie dans lequel une proportion importante de l'existence était consacrée à bien d'autres activités que l'agriculture, on comprend que le développement de la production ait pu connaître, dans nombre de pays ou colonies d'Afrique de l'Ouest, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique centrale, un caractère explosif dès lors que des commerçants se sont présentés pour acheter les produits, mais aussi et surtout pour proposer de nouveaux objets de désir (Drake, 1972 : 956). On comprend aussi que le développement de ces productions destinées à l'exportation ait pu se faire sans remettre en cause la sécurité alimentaire de ces populations, contrairement aux prédictions des tenants de la fameuse opposition coloniale entre « cultures de rente » et « cultures vivrières ».

François Ruf complète cette interprétation en ajoutant les notions de rente-forêt et d'arbre-capital pour expliquer la dynamique spatiale de la production cacaoyère à l'échelle mondiale (Ruf, 1995) et la succession des pays leaders depuis le ^{xix}^e siècle. Selon cet auteur, la forêt tropicale située sur un front pionnier offre une double rente, une rente absolue liée à son prix nul, et une rente différentielle générée par les services écosystémiques produits par cette forêt¹²⁵, et qui ne sont pas produits dans les régions où la cacaoculture est déjà implantée depuis longtemps. Les paysans se distinguaient des « plantations industrielles » par leur plus grand savoir-faire dans l'exploitation de cette rente différentielle.

125. Pour François Ruf, la forêt fournit huit services écosystémiques qui profitent à une jeune cacaoculture paysanne : contrôle des adventices, fertilité du sol, protection contre l'érosion, rétention d'eau dans les sols et les plantes, protection contre les maladies et les parasites, protection contre le vent, fourniture d'aliments et autres ressources forestières, régulation de la pluviométrie (Ruf, 1995 : 7).